



16 janvier 2014

Loi d'avenir pour l'agriculture : *De quel avenir s'agit-il ?*

Mardi 14 janvier, le vote de l'Assemblée nationale a clôturé une semaine de débats sur l'agro-écologie par l'adoption (332 voix pour) du projet Le Foll pour la « Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ».

Dans le cadre de la PAC (Politique Agricole Commune), le ministre présentait un texte censé concilier performance et écologie.

Cet objectif affiché satisfait bien à la problématique : produire plus pour regagner la place de la France exportatrice de produits agricoles (passée en 10 ans du 2 ème au 5ème rang mondial) tout en respectant l'exigence d'un traitement écologique de l'environnement et des populations du secteur agricole.

Des mesurètes déjà annoncées moult fois pour limiter et contrôler les pesticides (ex : pas de publicité pour ces produits auprès du grand public c'est à dire. les jardiniers du dimanche ! (sic). Contrôle de l'antibiothérapie etc. Autant de vœux pieux dans le contexte d'une industrie chimique dominée par les grands groupes internationaux qui se moquent comme d'une guigne de la santé humaine puisque c'est sur elle qu'ils font des profits colossaux.

La nomination d'un « médiateur des relations commerciales » est prévue. De quoi faire trembler les Leclerc, Carrefour, Auchan etc.

Mais le grand tournant agro-écologique, c'est la naissance des GIEE, Groupements d'intérêt économique et environnemental. « Soviétisation » de l'agriculture française, « transformation de nos fermes en kolkhozes », le déchaînement verbal que cette proposition article a suscité à l'Assemblée n'a même pas pu masquer le creux de ce nouveau label attribué à des groupes d'exploitations et d'organismes qui feraient des efforts d'innovation dans le sens d'une démarche plus respectueuse de l'environnement. Déjà mis en œuvre sous un autre nom, HQE pour Haute Qualité Environnementale, ce label revient avec des incitations financières plus convaincantes. C'était l'exigence majeure formulée par les tenants de la FNSEA qui voient là encore un moyen supplémentaire d'absorber des aides de la collectivité. Ce qui ne les empêche nullement de hurler à l'excès des normes et des contraintes.

Pour le foncier : une adaptation des contrats de génération apportera une aide pendant 3 ans à l'exploitant qui voudra transmettre son entreprise à un

salarié ou à un stagiaire de moins de 30 ans, (35 ans en Outre-mer). Aucune mesure réelle pour protéger contre la monopolisation des terres et les artificialisations diverses qui réduisent dramatiquement les drainages indispensables.

D'autres mesures concernant la forêt (privée, bien sûr) tendent uniquement à répondre aux exigences des investisseurs financiers de ce secteur tout en faisant semblant de croire en leur volonté de mettre en œuvre une gestion écologique de ce patrimoine commun considérable.

Dire que l'on est contre l'industrialisation de l'agriculture, illustrée à grand renfort d'images de « la ferme aux 1000 vaches » de la Somme présentée comme LE modèle- repoussoir et dans le même temps donner satisfaction aux détenteurs de capitaux attirés par des profits juteux, aux banques agricoles, à l'Union européenne relève de l'escroquerie intellectuelle et politique. Pour rappel : l'investisseur de cette « ferme » est un gros patron du BTP qui n'a rien à voir avec l'agriculture.

Le consensus global s'est opéré sur ce texte. L'UMP a voté contre, elle est dans son rôle tout comme l'UDA qui s'abstient. Ce vote n'est pas pour nous étonner mais il faut quand même noter le vote favorable et unanime d' EL (17 votants - 17 voix pour) tout comme le silence presque assourdissant des organisations « vertes », des gesticulateurs habituels de l'écologie, de la Confédération paysanne etc.

Nous, COMMUNISTES, pensons qu'il est parfaitement possible de conjuguer une agriculture qui réponde aux besoins alimentaires et économiques, avec des revenus suffisants aux travailleurs du monde agricole dans le respect de la terre, de l'environnement et des consommateurs. Evidemment, cela suppose d'éliminer ce qui parasite le système et ne permettra jamais de concilier écologie et profits : le **capitalisme**.

www.sitecommunistes.org